

## **Avis adopté**

Séance plénière du 11 juin 2025

### **L'évaluation des politiques publiques environnementales : *un pilier démocratique à consolider***

#### **Déclaration du groupe CGT**

Dans un contexte d'offensives qui ciblent l'ensemble des politiques publiques environnementales, le projet d'avis pose en grand les enjeux mais aussi les contradictions de la période : remise en cause des ZAN, réintroduction des néonicotinoïdes malgré leur nocivité sur la santé des populations, relance du chantier de l'A69 au mépris des décisions de justice, baisse globale des crédits pour l'écologie impactant les missions de service public et les particuliers.

La dérégulation est aussi à l'œuvre dans les entreprises, avec les attaques contre le devoir de vigilance et le rapportage en matière de durabilité (CSRD).

Ces exemples de reculs sont à mettre en lien avec les insuffisances des évaluations des politiques publiques en général.

En effet, la boussole des décideurs publics est plus celle de la réduction des dépenses immédiates que l'efficacité des politiques publiques à moyen et long terme.

L'évaluation des politiques publiques environnementales est particulièrement importante car le temps presse pour agir efficacement face au dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

Cet avis comporte des préconisations opérationnelles bienvenues telles que :

- > La nécessité d'anticiper l'évaluation avec établissement d'un cahier des charges,
- > L'identification des méthodes, des outils de recueil et des acteurs avec nécessité de recommandations exploitables pour le décideur.
- > La fiabilisation des bilans en engageant des travaux académiques pour améliorer les référentiels.
- > Les enjeux de démocratie en réaffirmant le rôle des CESER dans les territoires et du CESE pour définir un plan stratégique d'évaluation des politiques publiques environnementales, garant de la transparence et de l'information du public.

Une difficulté à ne pas négliger : celle d'opérationnaliser une éco-socio conditionnalité des aides publiques à un moment où les organisations de travail des administrations enchainent les cures d'austérité préjudiciables aux agents comme aux missions qui sont attendues.

**La CGT a voté l'avis.**